



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 21 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Terrena**

Boulevard Pasteur  
44150 Ancenis-Saint-Géréon

**site sis 18 avenue de la gare 86800 Jardres**

Référence : 2026 601 UbD16-86 ENV86

Code AIOT : 0007201827

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 mars 2026 dans l'établissement Terrena implanté 18 rue de la Gare 86800 Jardres. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Terrena
- 18 rue de la Gare 86800 Jardres
- Code AIOT : 0007201827
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Terrena est une coopérative agroalimentaire représentant plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs et de salariés répartis sur plusieurs centaines de sites sur les régions Pays-de-la-Loire et Nouvelle-Aquitaine (ex. Poitou-Charentes) suite à une fusion intervenue au 1er janvier 2018 entre Terrena Poitou, Terrena et la Coopérative des Agriculteurs de la Mayenne (CAM).

Depuis 1972, Terrena exploite sur le site de Jardres :

- des installations de stockage de céréales (couvertes par les arrêtés préfectoraux n° 94-D2/B3-179 du 29 décembre 1994 (Coopérative Terre de Vienne), n° 2013-DRCL/BE-161 du 30 avril 2013 et n° 2021 DCPAT/BE-135 du 22 juin 2021),
- des installations de stockage d'engrais, qui ne sont plus classées au titre ICPE depuis 2021 suite à une diminution des quantités stockées, faisant, par la même occasion, sortir le site du statut de SEVESO seuil bas.

Le site utilise pour ses besoins du gaz inflammable liquéfié (propane) qui lui est fourni par le gestionnaire de réseau de gaz SORÉGIES ainsi que du carburant (gazole) pour alimenter ses véhicules de transport.

Le site emploie une dizaine de personnes.

Les installations se composent de plusieurs silos répartis sur le site :

- le **silo métallique vertical au sud** comprend principalement 3 espaces dédiés aux **stockages (est, extension est et ouest)** alimentés par **deux tours de manutention « 100 t » (ou « centrale »), côté est, et « 200 t » (ou « verts »), côté ouest.**

Les cellules ouest correspondent au silo « 200 t », les cellules est constituent le silo « 100 t ».

Un espace « entre deux » aveugle, d'une largeur d'un peu plus d'un mètre, sépare les cellules côté «tour centrale » des cellules associées à la tour « 200 t ».

- les **deux silos plats au nord** du site comptent quatre espaces de stockages d'un stockage total de 40 000 m<sup>3</sup>. L'alimentation des silos plats est réalisée à l'aide d'une **tour de manutention de 21 mètres de hauteur** et par transporteur à chaînes, la **reprise par choueure** (absence de galerie enterrée). Les expéditions sont assurées via deux boisseaux d'une capacité totale de 100 m<sup>3</sup>,

L'ensemble comprend trois séchoirs alimentés au réseau de gaz de la SOREGIES. Les ensilages et la reprise des céréales sont assurés par transporteurs à chaînes (présence d'une galerie enterrée). Pour assurer les expéditions ce silo comprend 8 boisseaux dont 2 dédiés au chargement des wagons,

Le stockage d'engrais solide comprend 4 cases de 1200 tonnes d'engrais à base de nitrate d'ammonium et 10 cases d'autres engrais.

Le stockage de substances agropharmaceutiques est localisé au sud du site dans un espace dédié sécurisé proche de la réception des céréales.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 9

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/06/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	16 mois
3	Détection et surveillance –	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	PC2	4.1.1		
4	Ronde – PC3	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point 4.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Maitrise des incendie – PC4	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point 4.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Plan de défense incendie – PC5	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point 4.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Etat des stocks – PC6	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Manutention des engrais	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
12	Stockages autre que engrais	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 4.4	Demande d'action corrective	7 jours
13	Nettoyage	AP Complémentaire du 30/04/2013, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
14	Découplage	AP Complémentaire du 30/04/2013, article 6 b)	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
8	Entreposage des déchets – PC7	Arrêté Ministériel du 09/06/2018, Annexe I / point 2.10
9	Engrais stockés (quantités)	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 2 / 4,1
11	Organisation des stockages	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 4.3

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des enjeux en termes de risque accidentel, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant afin que soient levées les non-conformités électriques (concernant notamment l'indice de protection des moteurs situés en atmosphère explosive).

Le projet de mise en demeure concerne également

- la régularisation de la situation relative aux activités 2714 : l'exploitant doit rendre conforme ses installations ou cesser cette activité (dans le cas présent, réduction de la quantité maximale stockée afin que celle-ci n'excède en aucun cas 100 m<sup>3</sup>) ;
- la mise en conformité du découplage au niveau de l'espace « entre-deux ».

En outre, l'exploitant doit réaliser les actions correctives (évacuation des matériaux combustibles des engrais, gestion de l'empoussièrement) et transmettre les factures de carburant afin de justifier l'absence de classement au titre de la distribution de carburant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées dans l'établissement sont définies dans le tableau suivant, qui remplace celui figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1994 susvisé, modifié par l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013 susvisé :</i> [...]
<b>Constats :</b>  Le stockage de 40 m <sup>3</sup> carburants n'est pas classé au titre de la rubrique 4734 (seuil du régime de la déclaration fixé à 50 t).  La distribution de carburants peut relever de la rubrique 1435 si le volume annuel distribué de gasoil est supérieur à 500 m <sup>3</sup> .  Par ailleurs, le réservoir GPL a pour exploitant le gestionnaire de réseau gaz SOREGIES (récépissé n° 2007-122 délivré le 17 décembre 2007, dont la validité a été confirmée par courrier préfectoral du 13 février 2009).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra les factures d'achat de carburant des trois dernières années afin de justifier l'absence de déclaration au titre de la rubrique 1435.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 2 : Équipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relatives aux

<p>locaux à risque d'incendie.</p> <p>[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport SOCOTEC de contrôle des installations électriques (au titre de la législation des ICPE) du 25 mai 2025 n'identifie pas d'écarts.</p> <p>En revanche, le rapport SOCOTEC de contrôle des installations électriques (au titre du code du travail) du 25 mai 2025 identifie 49 écarts dont 35 ont déjà été signalés.</p> <p>Selon le suivi de l'exploitant et les mentions portés sur le rapport précité, 28 écarts auraient été levés.</p> <p>Cependant, de nombreux écarts non soldés concernent du matériel inadapté (moteurs) en atmosphère explosive, car ne possédant pas d'indice de protection IP5X.</p> <p>L'exploitant indique qu'il a pour l'instant privilégié le changement des moteurs destinés à la manutention des céréales, présentant le risque accidentel le plus important et utilisés régulièrement, au détriment des moteurs moins exploités (notamment les moteurs d'ouverture de trappe pour la reprise dans les transporteurs à chaînes (ou TC ou redlers) sous les cellules.</p> <p>Le nombre d'ouverture/fermeture de trappe est estimé par l'exploitant à 2-3 fois/mois (temps de fonctionnement total &lt; 10 s à chaque manoeuvre).</p> <p>Il souligne que l'investissement très conséquent nécessite un échelonnement des travaux.</p> <p>Le 17 avril 2026, un échéancier a été transmis.</p> <p>L'exploitant planifie les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en 2026, le moteur de redler TC14 ainsi que 35 moteurs de trappe ;</li> <li>- en 2027, les moteurs de ventilation V4-V1 (galerie 100 t) ainsi que 35 moteurs de trappe ;</li> <li>- en 2028, 30 moteurs de trappe.</li> </ul> <p>Une mise en demeure est proposée, avec un échéancier sur 16 mois, dont 4 mois pour les moteurs redler et ventilation, les plus impactant en terme de risque accidentel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 16 mois</p>

### N° 3 : Détection et surveillance – PC2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>

*Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.*

*Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.*

*Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.*

*[...]*

#### **Constats :**

Le site est classé au titre de la rubrique 2714 sous le régime de la déclaration, pour un volume de 250 m<sup>3</sup> (arrêté préfectoral du 22 juin 2021).

Les déchets, constitués de bâches, ficelles, bidons vides etc sont stockés dans deux cases à l'ouest du bâtiment sud. L'exploitant précise qu'il effectue, 3 semaines par an, le regroupement (dénommé "collecte de recyclage" par le groupe Terrena) de ces déchets, pour évacuation / traitement hors site.

Pour l'année 2026, les phases de collecte / regroupement sont planifiées les semaines 10, 21 et 48.

Ainsi, l'exploitant estime que le volume de déchets relevant de la rubrique 2714 est négligeable une grande partie de l'année.

Il justifie ainsi l'absence de respect des prescriptions relatives à cette activité 2714.

L'inspection des installations classées (IIC) rappelle cependant que, quelle que soit la durée d'entreposage / regroupement, le dépassement du seuil de 100 m<sup>3</sup> implique le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE.

Le jour de l'inspection, l'exploitant estime que le volume stocké ne dépasse jamais 100 m<sup>3</sup>. Il envisage de notifier une cessation d'activité partielle de cette rubrique (soit un maintien de l'activité mais en dessous du seuil déclaratif).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se positionner sur l'option choisie concernant la régularisation administrative : remis en conformité des installations ou cessation des activités (dans le cas présent, réduction du

<p>volume maximal de stockage sous le seuil de 100 m3).</p> <p>Si l'exploitation opte pour la cessation, et même s'il s'agit d'une réduction des activités, cette cessation doit respecter les dispositions des articles R. 512-66-1 et suivants.</p> <p>Ainsi, une télédéclaration de "cessation d'activité" doit être effectuée :  <a href="https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1">https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1</a>  - numéro AIOT : 0007201827  - service en charge : DREAL</p> <p>Une attestation de mise en sécurité devra être produite par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués.</p> <p>L'attestation devra notamment justifier qu'il n'y a pas eu accumulation anormale de déchets, même si l'activité perdure.</p> <p>Il devra aussi être confirmé que, à ce stade, l'activité n'a pas eu d'impact sur son environnement immédiat tant qu'elle était classée ICPE.</p> <p>Une mise en demeure est proposée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Ronde – PC3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rondes et consigne
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</i></p> <p><i>a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</i></p> <p><i>b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</i></p> <p><i>B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>-la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</i></li> <li><i>-le parcours des rondes et les points d'observation ;</i></li> <li><i>-la formation du personnel concerné ;</i></li> <li><i>-le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</i></li> <li><i>-les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</i></li> </ul>
<b>Constats :</b>



Tel qu'indiqué au point de contrôle n°3, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les prescriptions relatives à l'activité relevant de la rubrique 2714.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit régulariser la situation : remise en conformité ou cessation des activités (cf point de contrôle n°3).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Maîtrise des incendie – PC4

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point 4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation, exercice
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>[...]</p> <p><i>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours pendant au moins cinq ans.</i></p> <p><i>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</i></p> <p><i>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</i></p>
<b>Constats :</b>  Tel qu'indiqué au point de contrôle n°3, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les prescriptions relatives à l'activité relevant de la rubrique 2714.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit régulariser la situation : remise en conformité ou cessation des activités (cf point de contrôle n°3).

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Plan de défense incendie – PC5**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PDI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones</li> </ul>

<i>susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.</i>
<b>Constats :</b>  Tel qu'indiqué au point de contrôle n°3, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les prescriptions relatives à l'activité relevant de la rubrique 2714.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit régulariser la situation : remise en conformité ou cessation des activités (cf point de contrôle n°3). L'exploitant signale cependant disposer du plan opération interne (POI) établi en 2017 quand le site relevait du seuil Seveso seuil bas, à remettre à jour et d'une fiche Plan d'Etablissements Répertoriés (PER) réalisé en collaboration avec le SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Etat des stocks – PC6

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I / point 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p><i>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant.</i></p> <p><i>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</i></p> <p><i>Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne.</i></p> <p><i>Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</i></p> <p><i>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</i></p> [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant doit régulariser la situation : remise en conformité ou cessation des activités (cf point de contrôle n°3).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit régulariser la situation : remis en conformité ou cessation des activités (cf point de contrôle n°3).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Entreposage des déchets – PC7**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/06/2018, Annexe I / point 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Petits îlots
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différents.</i></p> <p><i>B.-Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</i></p> <p><i>C.-Les prescriptions du B peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet :</i></p> <p><i>-la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ;</i></p> <p><i>-une étude démontrant l'absence d'effets domino.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, les attendus sont respectés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Engrais stockés (quantité)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 2 / 4,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Classement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>engrais 4702-II et III &lt; 250 t</li> <li>engrais 4702-IV &lt; 1250 t</li> <li>engrais 4702-I : interdiction</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant peut éditer un état des stocks des engrais à l'instant t, avec indication des types d'engrais au titre de la rubrique 4702.</p> <p>Le jour de l'inspection, les quantités sont très inférieures aux seuils de classement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Manutention des engrais**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les installations comprennent une fosse de déchargement camions et wagons dédiée aux engrais, celle-ci est systématiquement nettoyée après utilisation pour éviter toute contamination entre des produits distincts ou incompatibles et dépôt de produits en milieu confiné. [...]</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise que la fosse a été supprimée, les engrais sont déversés directement dans les cases.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant informera le préfet de cet aménagement. Les dispositions de l'arrêté préfectoral seront mises à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Organisation des stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 4.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
<i>Pour les engrais relevant des rubriques 4702-II et 4702-III la hauteur maximale de stockage n'excède pas 8 mètres dans un bâtiment, 6 mètres pour un stockage extérieur.</i>	
<i>Les stockages d'engrais vrac ainsi que d'engrais conditionnés sont isolés les uns des autres par :</i>	
<b>Pour les engrais relevant des rubriques 4702-II et 4702-III</b>	<b>Pour les engrais relevant de la rubrique 4702-IV</b>
<b>Des passages libres d'au moins 5 mètres de largeur ou un mur</b>	<b>Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur</b>

*En cas de présence de différentes catégories d'engrais, les stockages sont isolés les uns des autres selon les dispositions applicables à la catégorie la plus pénalisante.*

*Une distance minimale de 1 m est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et la bande transporteuse.*

*Une distance minimale de 30 cm est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et le haut de la paroi de séparation des cases. Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi.*

<b>Constats :</b>
Les dispositions sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Stockages autre que engrais**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) ;</i></li> <li><i>les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale ;</i></li> <li><i>le nitrate d'ammonium technique ;</i></li> <li><i>les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.</i></li> </ul> <p><i>Toutefois, le chlorure de potassium peut être stocké à l'intérieur des magasins de stockage, si l'exploitation le requiert et qu'il n'existe pas d'alternatives envisageables. Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels d'engrais chlorure de potassium avec les autres engrais. Ils sont a minima séparés par une case ou un espace de 5 mètres et un mur dimensionné pour éviter la mise en contact accidentelle.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>Si le bâtiment n'est pas affecté uniquement au stockage d'engrais, les autres matières entreposées devront être éloignées des tas d'au moins 10 mètres afin qu'aucun mélange ne soit possible.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dispositions sont respectées, hormis le stockage constaté de palettes bois et bâches plastiques à proximité immédiate des cases d'engrais.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ces éléments combustibles doivent être déplacés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 13 : Nettoyage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2013, article 7
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>R0 : le nettoyage des installations est réalisé aussi souvent que nécessaire pour éviter un empoussièrlement pouvant conduire à une explosion. L'exploitant privilégie le nettoyage par aspiration fixe. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrlement des installations. Les opérations de nettoyage font l'objet de consignes écrites et d'enregistrements.</i>  <i>R9 : l'espace au dessus de cellules « verts » est nettoyé au souvent que nécessaire. A cet effet, une passerelle facilitant le nettoyage est installée.</i>
<b>Constats :</b>  Des passerelles sont positionnées afin de faciliter le nettoyage. Le site est équipé d'un aspirateur et de conduites permettant de raccorder des gaines d'aspiration. Néanmoins, un empoussièrlement conséquent des parois palplanches périphériques des cellule à l'ouest de la tour "centrale" (ou "100 t"), dont l'accès est difficile, est constaté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit procéder au nettoyage des installations de stockage. Il doit être renouvelé dès que nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 14 : Découplage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2013, article 6 b)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :</i> <i>R4 : les communications de comble à comble entre la première partie du silo Est et son extension sont fermées par une porte résistante à 60 mbar,</i> <i>R5-2 : les parois Est de cellules Ouest et les parois Ouest des cellules Est sont renforcées par un découplage résistant à 60 mbar (tôles de séparation et fixation des séparation),</i> <i>R5-4 : le plancher situé autour des élévateurs au rez de chaussée de la tour « centrale » doit assurer une continuité de façon à assurer la fermeture complète de la fosse,</i> <i>R6 : Les portes donnant accès à l'espace « entre deux » depuis les cellules « verts » et les cellules « ouest » sont résistantes à 60 mbar et s'opposent à une propagation d'une explosion des cellules vers l'espace « entre deux »,</i> <i>R7-2 : le plancher situé autour des élévateurs au rez de chaussée de la tour « verts » doit assurer une continuité de façon à assurer la fermeture complète de la fosse,</i>

*R8 : la porte au niveau 16,70 m entre l'espace sur cellules « verts » et l'étage correspondant de la tour «verts » doit être résistante à 60 mbar et s'opposer à une propagation d'une explosion des cellules « verts » vers la tour « verts »,  
L'ensemble des ouvertures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.  
Les moyens mis en œuvre respectent les objectifs de découplage définis (sens d'appui des tôles sur les structures des bâtiments, sens d'ouverture des portes et trappes).*

**Constats :**

Le jour de l'inspection, les mesures autres que R6 sont respectées.

En revanche, il est constaté, depuis l'espace sur cellules, que la porte côté cellules "ouest" (ou silo "200 t"), s'ouvre vers l'espace "entre deux". Cet espace aveugle, d'environ 1,20 m de large, sépare le pignon des cellules du silo "200 t" du pignon des cellules associés à la tour de manutention ouest (tour "verts" dans l'étude de dangers, désormais nommée tour "200 t").

La porte côté tour "200 t", depuis l'espace sur cellules (ou "combles"), s'ouvre également vers l'espace "entre deux".

Le rapport d'étude Inéris annexé à l'étude de dangers de janvier 2013 conclut qu'il convient d'éviter à tout prix qu'une explosion provenant des espaces sur cellules ne puisse atteindre l'espace "entre-deux" : l'explosion dans un espace sur cellules doit plaquer les portes sur la paroi de l'espace "entre-deux".

Cette conclusion a justifié la prescription "R6".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit inverser le sens d'ouverture des deux portes sur espaces sur cellules localisés de part et d'autre de l'espace "entre deux".

Une mise en demeure est proposée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois